

Zeitschrift: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 977

Artikel: Énergie Ouest-Suisse : ciel, un écologiste
Autor: Imhof, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1011337>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ciel, un écologiste

(pi) La répartition des dicastères entre les municipaux lausannois a fait quelques vagues: l'ancienne majorité s'est en effet plainte de ne plus pouvoir faire ce qu'elle a pratiqué des décennies durant, se servir la première. Elle a par ailleurs dénoncé l'attribution des Services industriels (SI) à Daniel Brélaz, élu du Groupement pour la protection de l'environnement. Et voilà maintenant qu'Énergie Ouest-Suisse (EOS) donne de la voix, par l'intermédiaire de son président, M. Henri Payot. Lausanne est en effet actionnaire principal de ce gros-siste et producteur d'énergie et a droit à trois représentants au conseil d'administration de la société, dont un au comité directeur. C'est traditionnellement le directeur des SI qui occupe ce dernier fauteuil. Michel Pittet, le prédécesseur de Daniel Brélaz, était de plus vice-président d'EOS, charge qui devrait normalement également échoir à l'écologiste. M. Payot, en cherchant à ne pas avoir l'air de donner des consignes à la Municipalité, tente tout de même de la décourager de déléguer Daniel Brélaz, cette candidature devant par ailleurs être avalisée par l'assemblée générale, dont on ne peut prédire la réaction. Et M. Payot d'oser une comparaison militaire: «On ne laisse pas entrer dans une forteresse

un homme dont on sait qu'il a eu l'intention de la détruire»

Cette attitude est choquante venant du président d'une société mixte: EOS appartient en effet à raison de 20% à la commune de Lausanne et, pour le reste, à d'autres villes, cantons, ou sociétés d'électricité, pour la plupart en mains publiques. Alors qu'en politique la représentation proportionnelle est une tradition presque partout en Suisse, l'économie n'admet pas de remettre en question son mode de fonctionnement basé sur la cooptation. C'est le courant majoritaire qui rafle tous les sièges, à tous les échelons: l'assemblée générale annuelle d'EOS, simulacre de démocratie, ne dure que dix à vingt minutes, parce que tous les représentants des actionnaires sont soigneusement choisis pour ne pas mettre en question la politique de la maison. Ils élisent sans broncher leurs représentants au conseil d'administration et au comité directeur, sur la base de candidatures uniques d'hommes du rang. Les avis contraires n'existent pas. Et voilà que lorsque l'actionnaire principal prévoit, sur ses trois représentants dans les organes dirigeants, d'en envoyer un dont on sait qu'il va poser quelques questions dérangeantes, EOS se met sur la défensive, et se protège

comme si Lausanne tentait d'introduire le diable même en ses angéliques structures.

C'est donner beaucoup d'importance à un homme qui restera minoritaire: le conseil d'administration est composé de vingt personnes et le comité directeur de cinq. Et c'est refuser le débat et l'ouverture à certaines réalités: un courant important de l'opinion publique souhaite une politique de l'énergie basée non plus sur la croissance, mais sur les économies et sur une véritable promotion des énergies renouvelables. Et EOS a son rôle à jouer dans cette évolution, de

Les vers dans la pomme

Plutôt que de se crispier et de jouer les vierges effarouchées, EOS devrait voir la réalité en face; Lausanne n'est pas le seul ver dans sa pomme: les SI genevois possèdent 18% du capital-actions et sont représentés au conseil d'administration par trois membres, dont un au comité directeur; l'Etat a également droit à un représentant. Or les SI genevois, de même que le Conseil d'Etat, sont soumis à la clause constitutionnelle votée par le peuple et qui enjoint les autorités à lutter contre l'énergie nucléaire. 20% des actions à Lausanne la rose-verte, 18% à Genève l'anti-nucléaire, voilà ce qu'on appelle dans le monde économique une importante minorité.

La tranquille impudence

(suite de la première page)

flagrant délit de double langage, selon qu'elle s'adresse de Bâle à ses fidèles relais parlementaires à Berne, ou à ses membres dans tout le pays.

Voilà qui laisse mal augurer des auditions prévues pour le 29 janvier. Ce jour-là, ces messieurs de la banque viendront expliquer comment ils peuvent envisager de contribuer à compenser les 700 millions de francs de cadeaux faits aux institutions financières. La plus élémentaire prudence consiste à ne rien attendre de telles propositions, qui seraient en contradiction formelle avec la politique suivie avec constance jusqu'ici en vue de diminuer la part de l'Etat.

Après l'ère des dépenses réduites (subventions aux caisses-maladie plafonnées, effectifs du personnel sévèrement contrôlés, etc.) nous voilà passés à la phase de l'appauvrissement de l'Etat, c'est-à-dire à celle des recettes fiscales diminuées par une décharge sélective bien entendu. Après les allègements de l'impôt fédéral direct dû par les familles, voici le gros présent fait aux banques et à leurs clients avant que l'industrie réclame à nouveau sa part en rappelant que l'ICHA renferme une taxe tellement occulte qu'on l'avait presque oubliée.

YJ

même que Daniel Brélaz qui, de par sa formation de mathématicien et les dix ans qu'il a passés au Conseil national comme représentant d'un petit parti, a eu maintes fois l'occasion de confronter ses théories à la réalité et aux arguments majoritaires. On ne peut qu'espérer que d'autres collectivités publiques choisiront pour les représenter un éventail de personnes qui fasse des structures dirigeantes d'EOS le reflet de ses propriétaires.

La balle est maintenant dans le camp de la Municipalité: c'est à elle de décider si elle respecte la tradition et assume ses décisions en proposant Daniel Brélaz au comité directeur. Les électeurs comprendraient mal qu'après s'être donné une nouvelle majorité, on renonce à la refléter dans les organes où la ville est représentée. ■